

## Chasse et bêtes féroces

*particulièrement au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la Châtellenie de Martigny*  
par Ph. Farquet.

Les antiques archives de Notre-Dame des Champs sont plutôt avares de renseignements à ce sujet. Peut-être les documents en sont-ils dispersés, toujours est-il que nous avons dû borner cette notice presque exclusivement à la période allant de 1710 à 1785 environ.

Comme du reste tout le Valais, la châtellenie de Martigny, a dû abonder en bêtes féroces de toutes sortes ; son vaste territoire ombragé de grandes forêts, offrait aux grands carnassiers un sûr asile et par contre-coup, un champ tout désigné à l'activité des nemrods de jadis. Certains noms locaux de nos environs, tels que « La porte à l'ors » de Bovine, la « Dzeu des matze » ou « du colieu » dans le massif de l'Arpille sont certainement des réminiscences d'anciens postes de chasse, mais ils ne nous donnent aucune indication sur ce qui se passait chez nous dans le lointain moyen-âge. Une seule indication de territoire de chasse, nous est fournie par l'acte de limitation intervenu entre Martigny et Salvan le 10 août 1342. Nous y lisons un passage d'après lequel les Salvanains revendiquent le droit de chasser et de tendre des rêts pour prendre les ours, loups, faucons et autres bêtes sauvages depuis la Balme du milieu de Planajeur jusqu'aux rochers dominant le Mont d'Ottan, mais pas plus loin.<sup>1</sup> Ceci nous laisse supposer que ce terrible Mont d'Ottan, avec sa terrible ceinture de formidables rochers et de forêts à demi suspendues, devait loger bon nombre de grands fauves et tenter l'ardeur cynégétique des Salvanains aussi bien que des Martignerains ; mais ces derniers estimant à juste titre leur part, ont cru bon de protéger leur chasse par des limites posées au bon endroit. Les Martignerains n'ont pas dû jouir de leur chasse en toute tranquillité, car leurs nombreux démêlés avec la communauté d'Ottan qui se trouvait précisément au pied du mont, laissent supposer que

<sup>1</sup> *Limitatio Martigniaci contra Salvanenses...* « fuit conditio apposata quod illi de Salvan, habeant jus venandi et retia tendendi ad capiendos ursos, lupos, falcones et feras bestias usque ad la Lex Blanchiz super dictos terminos et non ultra. » Arch. Martigny. Paroisse.

ceux du village ne se seront pas fait faute d'y monter et d'abattre de temps à autre quelque belle pièce de gibier. Les chartes sont muettes sur ces chicanes de chasseurs.

Il faut venir au XVI<sup>e</sup> siècle pour trouver quelque chose de certain. En 1535, le 25 novembre, eut lieu le renouvellement des reconnaissances de la mense épiscopale qui avait lieu tous les trente ans. Ce renouvellement ne manquait pas de solennité et mettait en branle le ban et l'arrière-ban des autorités de la châtellenie. Dans le cas qui nous occupe, il eut lieu au Bourg de Martigny dans la chambre supérieure de la maison de Pierre Soudan, banneret. Les commissaires enquêteurs furent François de Bertherinis, notaire et citoyen de Sion, et Jean Chabrey, notaire et vice-châtelain de Martigny. Du côté communal on trouve : Jean Vollant et Jacques Pilliet, syndics du Bourg, appuyés du consentement du Banneret Soudan et de Michel Prayer et Jean Chabrey, notaires et conseillers. Pierre Moret alias Perron et Antoine Formaz, syndics de la ville, avec leurs conseillers Jean Bergueron senior, Guillaume Glavinaz, Nicod Morar, Martin Chedal et Sébastien Belley, Pierre Chappot, syndic et procureur de Ravoire, Anthoine Falquet, syndic et procureur des Râppes, Michel Wuillon de Fey, syndic et procureur du quartier de Fey, Claude Monod, syndic et procureur du quartier de Charat, tous accompagnés de leurs conseillers.

Pour ce qui concerne la chasse, ils confessent : « Que les hommes de la paroisse de Martigny doivent, une fois l'année, quand il leur sera notifié de la part du Châtelain du lieu, aux environs de la Toussaint, chasser les ours dans les forêts qui sont du ressort du dit seigneur (évêque) au dessus des vignes des « Fores ». Et si quelque un de ces hommes au jour ordonné, ne s'est pas présenté à la chasse, il encourra un ban de soixante sols mauricois et une obole d'or à miséricorde, si ce n'est qu'il ait une cause juste et raisonnable pour s'en excuser. Ils confessent en outre que tous les ours pris dans les dites forêts doivent appartenir à l'évêque et à sa mense. Et celui qui frappe le premier ours chassé et pris doit avoir du châtelain de Martigny un droit de chasse valant quinze sols mauricois.

Quelques paragraphes plus loin, ils confessent à nouveau que l'évêque et sa mense ont droit aux bêtes sauvages qui se capturent dans la paroisse de Martigny, desquelles l'évêque perçoit la tête, les pieds et le boyau gras pour chaque ours ou autre bête tuée. »<sup>1</sup>

Les choses n'ont pas changé puisqu'en 1710, le 5 juin, nous voyons les mêmes clauses renouvelées.

Le vidomme avait de son côté un droit sur les captures de chasse. C'est un acte de 1787 qui nous l'apprend.<sup>2</sup> Il percevait la patte droite de tous les ours tués dans la paroisse.

<sup>1</sup> Archives paroissiales de Martigny.

<sup>2</sup> *Extractum jurium et emolumentorum Vicedominatus Martigniaci annuorum*. Lettre de de Preux cap. du dixain de Sion au capitaine Volley de Martigny : mêmes archives.

Le coutumier de Martigny, ou recueil des arrêts des honorables syndics datant de 1756 environ<sup>3</sup> donne au chapitre 5 art. 13 les renseignements suivants : « la loy ou émolument de la capture d'un loup ordinaire et cervier, faite par un homme de la chatellenie de Martigny, est réglé sur le terrain de Martigny qu'il aura trente florin pour chaque loup, et si un étranger prend un loup sur les terres de Martigny on lui donneras autant que sa communauté donnerait à un des nôtres en pareil cas et pas davantage, afin d'observer la réciprocité. L'émolument d'un ours pris dans les distinctions cy devant dites est réglé à quinze florins par un homme de l'endroit, sur notre territoire ; pour les oyseaux de rapine, aigle, faucon et semblables, trois baches ; et un bache par corbeau et demy bache par gex (geai). La loy de la capture du loup cervier est réduite à trente florins *dico* ff. 30. »

Il peut paraître surprenant que la capture du loup soit taxée à un taux plus élevé que celle de l'ours dont la chasse devait être autrement dangereuse. Nous croyons qu'il faut l'attribuer au fait que le loup était beaucoup plus à craindre pour les troupeaux disséminés dans la plaine, où ce fauve trouvait un sûr abri dans les grands marécages boisés ; du reste c'est à cette partie du territoire que s'intéresse particulièrement le coutumier, quand il invite (chap. VI, art. 13) les bergers de chevaux à veiller attentivement sur leurs troupeaux pour les préserver « des larrons, loups et autres bêtes féroces ». Nous n'avons trouvé que bien plus tard une indication de prisé. Le 12 février 1792 le Conseil décidait de donner quarante batz à Jean Pierre Gex de Fully pour avoir pris un loup cervier sur le territoire de Martigny.<sup>1</sup>

Le lynx devait être rare déjà à cette époque. Pour ce qui concerne les loups, il faut arriver à 1803, où nous trouvons en date du 13 novembre, que le Conseil décide de délivrer à Jean Jos. Moret de Ravoire, quatorze écus et huit batz pour la prise de deux petits loups.<sup>1</sup>

### Un cartel d'un nouveau genre.

Nous avons eu le Cartel des Chocolatiers, vint ensuite le Cartel social Romand, puis le Cartel des Gauches... nos arrière-grands-pères, n'ont rien connu de tout ça, mais ils ont eu sous une autre forme quelque chose de pareil... Un Cartel contre les loups ! Rien que ça ! Disons vite que si le nom n'y était pas, la chose s'y trouvait. Voici comment :

<sup>3</sup> Archives du Prieuré de Martigny.

*Nota.* — Le pâturage de la plaine de Martigny était depuis une haute antiquité réservé aux chevaux dont mes concitoyens ont paru faire l'élevage dans de vastes proportions. Déjà en 1374, un procès de Martigny contre Saxon et Fully parle des troupeaux de chevaux, juments et poulains qui paissaient dans les *Champagnes*. Le coutumier de 1756 dit expressément que le pâturage de plaine doit être réservé aux chevaux, mulets et ânes. C'est donc dans ces troupeaux que les loups faisaient les plus grands dégâts en s'attaquant aux poulains. Les bergers de chevaux portaient le nom d'aigottiers.

<sup>1</sup> Archives mixtes, Martigny : protocoles.

<sup>2</sup> Archives paroissiales Martigny. cop. abrégée.

En l'an de malheur 1744, une telle quantité de loups infestait la plaine que la situation devenait intenable, il faut le croire du moins, puisque la Diète s'en mêlait, en envoyait en date du ...décembre le mandat suivant :<sup>1</sup> « En conséquence du grand nombre de loups qui rôdent et portent dommage aux troupeaux dans le bas Valais, de Conthey à St-Maurice, la Diète ordonne de les extirper. Elle accorde pour chaque loup pris, dix écus petit poids ou 200 batz. » Il y a dans la vénérable chapelle de la Bâtiaz un vieux tableau qui retrace un épisode tragique de cette époque lointaine. Un brave homme en culotte courte, est entouré de loups dans une forêt de la plaine, sur son visage une vive frayeur se dessine, tandis qu'à l'orée du bois deux chasseurs accourent. Ce naïf tableau donne bien l'impression de la terreur qui dût régner dans la campagne en ces jours d'angoisse. Cependant, tandis qu'agenouillés sur les marches usées, les fidèles clamaient leurs craintes vers le ciel, les communes se souvenant du proverbe « aide-toi et le ciel t'aidera » rassemblaient leurs forces contre l'ennemi commun et rédigeaient un Projet d'association contre les loups.<sup>2</sup> Ce projet fut concerté entre les communautés de Martigny, Fully, Saillon, Leytron, Riddes et Saxon « pour la destruction de ces animaux qui ravagent les campagnes ». Voici ce fameux cartel :

« Comme depuis plusieurs années les loups ont fait et continuent de faire de grands ravages parmi le bétail et parmi les chevaux et poulains, de telle sorte que le pâturage de plaine devient impraticable, ont décidé d'agir en commun. Il est convenu des articles ci-après détaillés :

1° Nous engageons réciproquement les communautés d'augmenter les émoluments des loix de chasse jusqu'à 20 écus petits pour chaque loup pris sur le terrain des contractants (les loups cerviers exceptés) qui seront payés selon les habitudes locales par les communautés à proportion suivante : Martigny donnera six écus, Fully quatre, Saillon et Leytron quatre, Riddes trois, et Saxon deux écus petits de vingt batz pièce.

2° Comme on n'entend pas payer la dite loi de chasse fixée à 20 écus pour les loups, qui auront été tués, pris ou empoisonnés dans les terres des dites communautés par des chasseurs demeurant rière icelles, les chasseurs de nos dites communautés seront tenues conduire l'un des syndics de l'endroit sur la place où le loup sera resté, et que ensuite, sur la relation du syndic, le Conseil donnera attestation que le loup a été pris sur le territoire et par un chasseur de la communauté, et le tout, en évitation de fraude.

3° Et afin que le même loup ne reparaisse plus (*sic*) et n'attribue pas deux salaires au dit chasseur : il sera obligé de le porter avec lui allant faire la collecte des 20 écus sus alloués : la teste non encore détachée de la peau et de faire marquer la créance au contingent de chaque communauté sur

<sup>1</sup> Archives paroissiales de Martigny.

<sup>2</sup> Ce projet d'association ne porte aucune signature. Serait-ce une copie ? Ou le projet aurait-il avorté ? Nous n'avons jamais pu le savoir. Nous avons respecté scrupuleusement l'orthographe des documents consultés.

la lettre qu'il produira, après quoy la dernière communauté qui payera se saisira du loup pour l'enterrer.

4° Si un loup empoisonné par appât, va crever sur les frontières des communautés voisines, même à la distance de demy-lieue, le loup sera censé tué sur le propre territoire moyennant faire compte aux charges-ayant de l'endroit de l'appât déposé et qu'à l'ouverture du loup, il constate que le loup a crevé de pareil appât.

5° Celui de nos chasseurs qui ayant trouvé ou lancé un loup dans l'une de nos dittes communautés, en suivant ses traces sur la neige fraîche ou à la piste avec ses chiens et ne pourra tirer qu'à une demy lieue de distance de nos frontières n'aura que 20 florins payables dans la proposition ci-dessus et si la bête est plus éloignée il n'aura que ce qu'on voudra bien lui donner librement et sans adstriction.

6° Comme les loups cerviers ne font pas d'aussi grands dommages dans la plaine que les loups ordnaires on ne donnera que dix écus petits payables dans la même proportion.

7° Comme les communautés voisines insensibles à nos pertes ne veulent pas concourir et se lier avec nous pour la destruction des loups, il ne convient pas que leurs chasseurs profitent de nos maux et soient plus favorisés par la capture d'un loup touché par nos chasseurs. Mais cette réciprocité pouvant souffrir difficulté de la part des communautés voisines aux nôtres, en ce que les unes ne veulent pas s'expliquer et les autres peu ou rien contribuer à la destruction des loups et nos communautés ne voulant pas s'éloigner du but de détruire, on donnera à ces chasseurs moyennant vérification et attestation du Conseil de l'endroit qu'il a été pris sur l'une des communautés : savoir pour un loup ordinaire vingt florins et dix pour un loup cervier payables aux proportions ci-dessus.

8° Pour les loups que les chasseurs étrangers prendront sur le territoire de l'une de nos communautés il sera libre à chacun de ne donner rien ou ce qu'il leur plaira, à moins que les autres communautés où il aura été pris ne l'engagent à donner pareillement un émolument arrêté, et ceux qui se prendront par nos chasseurs rière nous, auquel nos communautés ensemble donneront autant que nos chasseurs auraient reçu ailleurs.

9° Si l'on trouve à propos de faire une chasse générale, on y concourra tous en fournissant dans chaque communauté une personne par feu et en faisant marcher tous les hommes et chiens qui se trouvent rière icelles ; à temps, lieu et manière dont on conviendra dans un jour par les charge-ayants, dans lesquels sera arrêté le salaire que l'on donnera aux chasseurs qui y feront capture.

10° Le présent arrêté d'association durera l'espace de six ans consécutifs à commencer au jour de la Conception de la Bienheureuse Vierge le 8 décembre 1744 jusqu'à pareil jour en l'an 1750, à partir de quel jour il sera libre à chaque communauté de sortir de la présente société, moyennant en

avertir les autres associés, si moins elle continuera jusqu'à ce qu'on se signifie une dissolution formelle. »

Ce projet d'association a été approuvé le 12 décembre suivant par le Grand Baillif Burgener.

L'association était à peine formée, que déjà les communes de Saillon et Leytron faisaient déclarer qu'elles n'ont jamais consenti à cette association et prétendirent n'y être nullement astreintes, et pas plus exposées aux ravages des loups que leurs voisins orientaux ! Cependant « se sont soubmis d'accepter la loi pour encourager les chasseurs pour les loups qu'ils extirperont dans son endroit et à la chasse générale si toute la communauté cy l'approuve. »

Quelles furent les suites du *cartel* ? Faut-il croire que comme au temps du bon La Fontaine, à l'annonce de pareilles mesures...

*...Ours et lynx aussitôt délogèrent,  
Loups faméliques de climat changèrent... »*

Rien n'est venu jusqu'à nous des hauts faits de cette mémorable campagne... il y aura certainement eu du sang répandu, mais pas d'hécatombes, sans quoi les vieux papiers ne seraient pas muets sur les suites de cette singulière coalition.<sup>1</sup>

Le dernier loup fut pris au Guercet en 1863 par le chasseur Maurice Rouiller et exposé plusieurs jours vers l'hôpital, où il provoqua la bruyante curiosité des gamins des écoles.

---